

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 23 MAI 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 27

Représentés : 8

Absent(s) : /

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-trois mai à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, DEBBI, FERYN, MMES TERRINE, CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, RODRIGUES, MME BERNIER, M. LEBAS FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

M. JANUS POUVOIR A M. HAMONIC
MME RICCIARELLI POUVOIR A M. LACAMBRE
MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A MME MICHON
MME MORIEZ POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
M. BOUKOUNA POUVOIR A MME LE PALUD
MME HADJIAT POUVOIR A M. PROPONET
MME LACARRIERE-FARGES POUVOIR A MME CINOSI-GIRARD
MME LEANZA POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

ABSENT(S) : /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Monsieur **Samy DEBBI** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

D222305-8

Instances paritaires : création et fixation du nombre de représentants du personnel, institution du paritarisme et recueil de l'avis des représentants de la collectivité au sein du Comité Social Territorial (CST) et de la Formation spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (FSSCT).

N° D222305-8

OBJET : INSTANCES PARITAIRES : CREATION ET FIXATION DU NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL, INSTITUTION DU PARITARISME ET RECUEIL DE L'AVIS DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE AU SEIN DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST) COMMUN ET DE SA FORMATION SPECIALISEE EN MATIERE DE SANTE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (FSSCT).

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

L'article L. 251-5 du Code général de la fonction publique prévoit notamment que *« sont dotés d'un comité social territorial : 1° Chaque collectivité [...] employant au moins cinquante agents... »*.

En outre, l'article L. 251-7 de ce même code énonce qu'un *« comité social territorial commun compétent pour tous les agents territoriaux peut être mis en place, lorsque l'effectif global employé est au moins de cinquante agents, par délibérations concordantes des organes délibérants de chaque collectivité ou établissement concerné :*

1° Soit par une collectivité territoriale et un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité ».

L'article L. 251-9 du code susmentionné dispose qu'une *« formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du comité social territorial dans les collectivités territoriales et les établissements publics employant deux cents agents au moins »*.

En application de l'article 30 du décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, *« au moins six mois avant la date du scrutin [élections professionnelles], l'organe délibérant de la collectivité territoriale [...] détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées dans ces instances [...]. Cette délibération peut prévoir le recueil par le comité social territorial et les formations spécialisées de l'avis des représentants de la collectivité ou de l'établissement sur tout ou partie des questions sur lesquelles ces instances émettent un avis. [...] »*.

Considérant que les effectifs des titulaires, stagiaires, et des contractuels de droit public et de droit privé de la ville et du CCAS de Chilly-Mazarin, arrêtés au 1^{er} janvier 2022, s'élèvent à 508 agents, l'autorité territoriale propose de créer un comité social territorial local commun compétent pour les agents de la commune et du CCAS ainsi qu'une formation spécialisée commune en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail au sein de ce comité commun.

Le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants au sein du CST est fixé par délibération du Conseil Municipal, après avis des organisations syndicales, au moins six mois avant la date des prochaines élections professionnelles fixée au 8 décembre 2022.

La notion de « paritarisme » est supprimée au sein de cette instance. Il convient à chaque employeur public, après consultation des organisations syndicales, de délibérer également sur le maintien ou non du paritarisme au sein du CST ainsi que sur les modalités de recueil de l'avis du collège employeur.

Enfin, il convient également que le Conseil Municipal fixe le nombre de représentants de la collectivité et de représentants du personnel à la FSSCT et définisse les modalités de recueil de l'avis du collège employeur.

1- Le Comité Social Territorial (CST)

Nombre de représentants du personnel au CST

Le nombre de représentants du personnel est fixé par l'organe délibérant dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents (au 1^{er} janvier 2022) relevant du CST, après consultation des organisations syndicales représentées au CST ou à défaut des syndicats ou sections syndicales connues par l'autorité territoriale.

A Chilly-Mazarin, l'effectif pris en compte dans le cadre des élections professionnelles est, au 1^{er} janvier 2022, de 508 agents. Le nombre de représentants titulaires du personnel peut donc être fixé entre 4 et 6. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Les organisations syndicales, consultées le 13 mai 2022, ont approuvé le choix de l'autorité territoriale de fixer le nombre de représentants du personnel à six (6) titulaires et six (6) suppléants.

Paritarisme et avis des représentants de la collectivité au sein du Comité Social Territorial

L'obligation de parité numérique et de vote du collège employeur est supprimée et le nombre de membres du collège des représentants de la collectivité ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein de ce comité.

L'avis du CST est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants des collectivités.

Les organisations syndicales réunies le 13 mai 2022 ont validé la proposition de la collectivité de maintenir le paritarisme entre les représentants du personnel titulaires et suppléants et ceux de la collectivité, ainsi que le recueil de l'avis de ces représentants.

Compte-tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de :

- Fixer le nombre de représentants du personnel au Comité Social Territorial à 6 titulaires et 6 suppléants,
- Maintenir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants de la collectivité à 6 titulaires et 6 suppléants,
- Décider du recueil, par le Comité Social Territorial, de l'avis des représentants de la collectivité.

2- La Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail (FSSCT)

Nombre de représentants du personnel à la FSSCT

L'organe délibérant de la collectivité fixe le nombre de représentants de celle-ci et le nombre de représentants du personnel à la FSSCT dans les mêmes conditions qu'au sein de l'assemblée plénière du CST.

Paritarisme et avis des représentants de la collectivité au sein de la FSSCT

Comme pour le Comité Social Territorial, l'obligation de paritarisme est supprimée au sein de la FSSCT et le nombre de membres du collège des représentants de la Collectivité ne peut être supérieur à celui du personnel au sein de cette formation.

L'avis de la FSSCT est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants des collectivités.

Compte-tenu de ce qui précède, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de retenir pour la FSSCT les mêmes règles que celles définies pour le comité social territorial, et de :

- Fixer ainsi à 6 tant le nombre de représentants titulaires du personnel que le nombre de suppléants,
- Maintenir le paritarisme numérique en fixant également à 6 le nombre des représentants titulaires de la collectivité et celui de leurs suppléants,
- Décider du recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

En conséquence, il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'adopter la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L. 251-5 et suivants,

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'avis de la commission du Personnel, des intercommunalités et des affaires générales du 13 mai 2022,

CONSIDERANT que le nombre de représentants du personnel est fixé par l'organe délibérant dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents (au 1^{er} janvier 2022) relevant du CST et de la FSSCT, après consultation des organisations syndicales représentées au CT ou à défaut des syndicats ou sections syndicales connues par l'autorité territoriale,

CONSIDERANT la suppression de l'obligation de parité numérique et de vote du collège employeur au sein du CST,

CONSIDERANT que le nombre de membres du collège des représentants de la collectivité ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel au sein de ces instances,

CONSIDERANT que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 13 mai 2022 soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

CONSIDERANT que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 508 agents,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE de créer un Comité Social Territorial commun compétent pour les agents de la ville et du CCAS de Chilly-Mazarin. Cette nouvelle instance prendra effet lors du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique territoriale.

ARTICLE 2 : DECIDE d'instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail au sein du comité social territorial, commune aux agents de la ville et du CCAS de Chilly-Mazarin. Cette nouvelle instance prendra effet lors du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique territoriale.

ARTICLE 3 : FIXE à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants au sein du Comité Social Territorial (CST).

ARTICLE 4 : FIXE à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants au sein de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail (FSSCT).

ARTICLE 5 : DECIDE le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité, au sein de ces deux instances, égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.

ARTICLE 6 : DECIDE :

- Le recueil, par le comité social territorial, de l'avis des représentants de la collectivité,

- Le recueil, par la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail, de l'avis des représentants de la collectivité.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 23 mai 2022



**La Maire,
Rafika REZGUI**